

10

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

LE CONFLIT USA. -URSS	pages spéciales de I à III
La condition des travailleurs	p I
La Grève du 17 mai	p 4
Liaisons ,finances ,correspondance	p 8
des livres, sur la pauvreté dans le capitalisme	p 10
Réponse à une critique et critique à la réponse et à d'autres	I4
Grande Bretagne	p 19

LE NUMÉRO

mensuel

0,60 F
ou 2 timbres

Numéro 61

JUIN 1967

le conflit USA - URSS

La période précédant la deuxième guerre mondiale avait été caractérisée dans les pays capitalistes les plus importants par des crises très dures accompagnées d'une aggravation continuelle des antagonismes de politique extérieure. Le monde actuel accuse-t-il sur ce plan des changements décisifs?

Les vingt dernières années ont connu des crises plus ou moins apparentes dans les Etats industriels et les tensions internationales n'ont pas non plus cessé d'être préoccupantes. Après la première guerre mondiale, le capitalisme a commencé à se transformer; cette transformation s'est poursuivie après 1945, accélérée au cours des dix dernières années notamment en Europe.

Deux puissances mondiales, les USA et l'URSS s'affrontent et il n'est pas d'événement international qui ne fasse apparaître, derrière la coexistence, l'opposition des deux "grands" pour la domination mondiale. Les Etats et les nations pris entre les deux super-grands sont tous à plus ou moins brève échéance menacés de grandes perturbations sociales. Leurs frontières ne sont pas stables, plusieurs d'entre eux n'ont pas de position bien arrêtée dans l'un ou l'autre camp. L'instabilité de leur position et l'intervention de grandes puissances mondiales dans leur vie intérieure notamment pour ou contre les mouvements réformistes ou révolutionnaires qui s'y font jour contribuent à accroître la précarité de l'équilibre des forces dans le monde.

Mais quoiqu'on puisse penser des politiques extérieures russe et américaine, il faut bien constater que l'élément rationnel a toujours fini, jusqu'à présent, par y prévaloir en dernier lieu ou au dernier moment (Corée, Suède, Cuba). En sera-t-il toujours ainsi? La paix du monde peut-elle être garantie par le fait que américains et russes sont conscients des dangers d'un conflit pour la terre entière?

C'est au fond, le problème même du capitalisme moderne qui se trouve posé. C'est à ce problème qu'essaient finalement de répondre les camarades qui tentent de comprendre où peut conduire la guerre du Viet-Nam ou celle du Moyen-Orient.

Parmi les camarades d'ICO deux positions s'affrontent quant à la signification de ces guerres. Pour les uns, elles sont les premiers affrontements discrets d'une troisième guerre mondiale. Pour d'autres elles ne sont plus qu'une survivance d'une période dans laquelle le capitalisme réglait ses problèmes par la force des armes alors que les bureaucraties internationales cherchent, à travers des péripéties diverses à les régler tout autrement.

Dans les lignes qui suivent, nous avons essayé de reprendre ces positions. Elles se complètent d'ailleurs sur beaucoup de points, ne diffèrent que dans les conclusions et les perspectives.

La TROISIEME GUERRE MONDIALE est-elle COMMENCEE?

On peut le dire depuis les bombardements du Viet-Nam du Nord. Ce qui se passe depuis un peu plus d'un an n'est que péripéties dans ce déroulement presque inexorable.

Il semble que les Russes n'aient déclenché les opérations dans le

Moyen-Orient que pour disposer d'une monnaie d'échange dans un marchandage général qui leur permettrait d'obtenir un répit pour préparer la guerre.

Le Viet-Nam, la Grèce, Israël, tout ceci est lié et il ne faut pas s'arrêter aux causes locales de ces événements ou de ces guerres. La lutte des Viet-Namiens, les problèmes intérieurs grecs, les rapports entre Israël et les Arabes, cela existe avec une grande acuité, mais, dans le jeu des grandes puissances ne devient que des prétextes, la réalité étant leur affrontement direct à travers de petits états.

La situation actuelle semble annoncer une sorte de Munich, c'est-à-dire en fait, une capitulation des Russes devant les USA. mais en essayant de sauver la face grâce au Proche Orient. La Russie mise sur l'arabisme et l'islamisme, le pétrole et Suez. La Turquie, le Maroc, la Tunisie, pourtant dans le camp américain, se sont trouvés neutralisés et même entraînés. De même pour d'autres pays arabes (Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït). La victoire d'Israël ne signifie pas pour autant que cette carte est perdue pour les Russes: l'exemple de Tito soutenant à fond Nasser est aussi significatif. Les pourparlers qui vont commencer risquent d'amener beaucoup de péripéties imprévues dans tout le bassin méditerranéen et le Proche Orient.

Mais cela sera aussi qu'un élément dans un règlement général englobant le Viet-Nam, règlement qui peut lui aussi connaître bien des vicissitudes. Car la situation est moins simple qu'en 1938. Il y a la Chine et Hanoï et le F.N.L. La Chine va tenter d'exploiter le "lâchage" des Russes; Hanoï et le F.N.L. paraissent bien qu'écrasés sous les bombes, décidés à rejeter à la fois une tutelle trop grande des Russes et des Chinois: la guerre du Viet-Nam peut donc rester le foyer de guerre permanent forçant l'engagement des grandes puissances, notamment à des affrontements plus directs comme actuellement partout où existent des tensions (et cela ne manque pas).

Ce qu'il faut observer et nous reviendrons là-dessus ce sont les alignements tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Ce sont les prises de position dans de telles périodes qui donnent la clé de beaucoup d'autres événements et permettent de faire le tri de ce qui est façade et de ce qui est réel. De Gaulle a gardé et conserve le contact avec Moscou. Les Allemands ont collé à De Gaulle: avertissement pour les USA. La Grande-Bretagne plus que jamais est apparue l'alliée des USA: elle n'est pas prête d'entrer dans le Marché Commun. En France aussi les alignements sont significatifs: aussi bien la majorité gaulliste que la "gauche" se sont trouvés divisés en pro-américains et anti. La "solidarité" à Israël exploitant les thèmes sentimentaux a débouché sur une offensive des pro-américains prenant la relève de "l'opposition" aux pleins pouvoirs. Mais cette fois des gaullistes ont été entraînés si les communistes sont restés à l'écart. On peut se demander d'ailleurs si les pleins pouvoirs n'étaient pas motivés par l'approche de cette crise plus que par les besoins internes du capitalisme en France.

Pour nous, la lutte de classe continue. Il ne faut pas se fourvoyer en soutenant un F.N.L. ou un Israël (nous sommes contre l'antisémitisme mais pas pour un Etat juif, même pas pour un Etat "ouvrier"). Donc critique impitoyable de tous les "révolutionnaires" qui trébucheront, les uns innocemment, les autres volontairement. Nous reviendrons aussi sur ce point car la crise du Moyen-Orient a montré les contradictions insolubles auxquelles se trouvent acculés ceux qui adoptent des positions sentimentales ou ceux que les événements forcent à se démasquer. D'autant plus que l'action à propos d'Israël est venue interférer directement dans l'action contre la guerre du Viet-Nam.

III

Repenser l'EVOLUTION DU MONDE

La position exprimée par l'analyse ci-dessus suppose:

- que la branche occidentale et la branche orientale/du capitalisme sont incapables de résoudre les contradictions internes du capitalisme donc de faire face à une situation intérieure de crise permanente.
- que les puissances dominantes, USA et URSS se trouvent poussées à une compétition toujours plus grande en vue d'une domination mondiale et que les antagonismes sociaux et politiques iront en s'aggravant jusqu'à la guerre mondiale.

Or, si l'on observe le monde des vingt dernières années, on peut voir que les deux grandes puissances mondiales capitalistes (USA et URSS) ont réussi jusqu'à maintenant:

- sinon à éliminer, du moins à limiter sérieusement les effets des crises et à dominer plus ou moins les mécanismes de production c'est-à-dire les classes exploitées.
- à réduire parfois bien difficilement, mais à réduire quand même les tensions entre des pays tiers à un niveau où elles ne menaçaient plus de conduire une conflagration générale et totale.

L'URSS et les USA dominent le monde, mais pas du tout à la manière des impérialismes de 1914. La situation est telle que les deux grandes puissances, conscientes des dangers que comporterait un conflit et incitées de ce fait à rechercher des solutions de compromis pour leurs conflits d'intérêts, suffisent à garantir la paix du monde. Les différends internationaux d'où pourrait sortir une conflagration générale sont aplanis ou ajournés comme si une entente tacite régnait à cette fin entre les deux Grands.

Le rôle dévolu à certains organismes internationaux, les tentatives d'organiser un contrôle mondial de la production atomique, peuvent paraître comme les premiers éléments d'une nouvelle phase d'histoire mondiale où les progrès même des techniques d'armement sont susceptibles de renforcer considérablement les chances d'une paix prolongée.

L'intervention des grandes puissances dans les événements nationaux prend le caractère d'opérations de police, unilatérale lorsque cela se passe dans leur zone d'influence (Hongrie, Grèce), bilatérale lorsque cela se passe dans des zones non partagées ou bien lorsque l'intervention d'un seul ne suffit plus. Mais tout cela ne se passe pas facilement. La Chine qui poursuit son évolution bureaucratique vers une situation semblable à celle de la Russie, les dégagements difficiles de guerres où une multiplicité de facteurs risque de faire trébucher constamment dans les luttes traditionnelles (exemple de la guerre de Corée, du Viet-Nam actuel). Les lignes directrices de l'évolution du monde ne se dégagent que lentement et à travers des conflits qui gardent les caractères de ceux des cinquante dernières années.

Tout ce qui vient d'être dit ne résoud rien: nous n'avons pas l'intention d'élaborer une "position" ou d'apporter "la" solution. Aux camarades de poursuivre la discussion. Même si l'on tente de dégager les lignes générales d'une évolution
(fin page 23)

la condition des travailleurs

Dans un centre de F.P.A. (Formation Professionnelle Accélérée)

..." ceci m'amène à vous parler du centre F.P.A. lui-même et de son fonctionnement.

Ce que je dis n'est valable que pour le centre de S.. je ne connais pas les autres. Le centre regroupe entre 300 et 400 stagiaires dont un bon tiers loge au dehors, ils sont souvent de la région. Il comprend trente corps de métier différents, de la menuiserie à l'ajustage en passant par la maçonnerie, le frigorifique, le carrelage, l'électricité et le chauffage central. Chaque stage dure 6 mois théoriquement, en fait 5 mois 1/2, un salaire horaire est donné 204 frs de l'heure le SMIG local plus pour certains une indemnité mensuelle de l'Assedic, 150 frs environ.

La nourriture est donnée en cantine, très simple: patates, pâtes, patates. Le repas coûte 185 Frs, il existe un système de tickets. 9 heures de cours par jour, dont une heure de théorie: dessin, technologie; au bout du stage un examen qui donne droit à un CAP que l'on ne reçoit effectivement qu'après avoir travaillé chez un patron pendant 6 mois. L'examen est surveillé et corrigé par deux envoyés de la Chambre des métiers correspondante, un patron et un ouvrier. C'est par ce biais là que l'on touche au problème fondamental de la formation professionnelle des adultes. Formation accélérée. Est-ce comme le déclare sur tous les toits les organismes officiels une possibilité unique pour les ouvriers de se perfectionner de se qualifier ou un moyen pour les patrons de se procurer de la main-d'oeuvre qualifiée à bon marché. Certainement les deux. Cependant les stages ne sont créés que sur besoin du patronat et non désir de formation des stagiaires et sont fermés lorsque les patrons n'ont plus besoin de tel ou tel corps de métier.

Origine des stagiaires: grosse minorité d'Algériens, de Noirs, d'Afrique et de Martinique puis des espagnols et des italiens. On retrouve ces minorités étrangères dans les stages les plus simples: maçonnerie, peinture, etc.. Les plus compliqués menuiserie, électricité, ont une majorité de français. Est-ce dû à une différence intellectuelle ou une orientation différente pour les étrangers et les français au niveau des orienteurs professionnels. Les deux certainement. De toute façon cela m'est difficile à dire faute d'informations.

Un fait encore, il n'est possible de faire plusieurs stages dans des corps de métiers différents. On peut affirmer là que c'est un moyen pour le patronat d'avoir une main d'oeuvre stable pour empêcher l'ouvrier d'avoir plusieurs cordes à son arc; c'est tout ce que je peux dire. "

La concentration et les syndicats:

Jeumont-Schneider: ..." au moment où les travailleurs défendent leurs droits: problèmes de salaires- de l'emploi (exemple fermeture de la fonderie de Jeumont-Nord, fermeture à Dijon) "... C'est par ces seules mentions dans un tract pour la grève du 17 mai que la CGT annonce la fermeture d'ateliers et d'usine. On finit par savoir que la fermeture de Jeumont Nord a été limitée à la fonderie, que les plus âgés ont été mis en "pré-retraite" avec un salaire presque complet, que d'autres ont été mutés dans d'autres ateliers, d'autres enfin envoyés à l'école.. Les délégués sont très contents de cette solution...

C.G.C.T. (Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques - Paris)

Depuis plus d'un an le transfert de l'usine à Longuenesse (Pas de Calais) est sur le tapis. Mutations, déclassements, etc.. sont monnaie courante. Les

travailleurs se débrouillent comme ils peuvent. Les syndicats n'en parlent et ne proposent des "actions" que lorsqu'il y a une journée revendicative ou autre. La grève du 17 mai est l'occasion pour la CFDT de se lancer dans un anti-américanisme sommaire, le même que celui de la CGT il y a des années. Tout d'un coup, la CFDT réalise que la CGCT n'est qu'une usine d'un trust mondial américain, l'I.T.T.. Et cela vaut un tract commun à toutes les usines françaises du groupe, de la plus belle eau nationaliste:

"... Comme toutes les entreprises américaines installées en France (Chrysler, I.B.M., General Electric) bien connues pour leur mépris de l'individu, la recherche d'un plus grand profit est le moteur des décisions de l'I.T.T. quelles qu'en soient les conséquences humaines.

" GENEVE, le grand patron de New-York, impose de plus en plus sa loi et chaque jour ses volontés se répercutent dans nos entreprises.

... Agissez avec vos sections syndicales afin qu'un effort d'organisation sur des bases humaines en soit élaboré pour le groupe intéressant votre pays ".

L'aliénation totale:

(extrait de l'Usine Nouvelle, journal patronal
N° 16 du 20 avril 1967)

"Suède: Travail en continu avec cinq équipes pour trois postes:

Dans l'industrie papetière suédoise, la règle est que la production doit s'arrêter pour les grandes fêtes religieuses et nationales à moins d'accords spéciaux. Si on tient compte des capitaux énormes investis, il est normal qu'un des objectifs de l'industrie soit de s'efforcer de réaliser la marche des usines durant les 8.760 heures de l'année. C'est, considère-t-on, la condition indispensable pour améliorer la rentabilité. De plus, la qualité est d'autant plus constante qu'il y a moins d'arrêts.

Certaines entreprises suédoises ont résolu d'une façon originale le problème d'avoir toujours du personnel en réserve pour effectuer le remplacement du personnel ordinaire en vacances, maladie, en congé, au service militaire, etc... Habituellement l'industrie papetière travaille en trois postes avec quatre équipes faisant chacun effectivement 42 heures par semaine en moyenne avec un roulement établi sur quatre semaines pour permettre une répartition aussi favorable que possible des dimanches. Chaque semaine un poste a un horaire de plus de 42 heures et un horaire inférieur les autres semaines. Cela permet deux dimanches entièrement libres pour une période de quatre semaines, mais peut nécessiter parfois, la reprise du travail après seulement 8 heures de repos au lieu de normalement au minimum 16 heures. De même les postes du dimanche sont de 12 heures et non de 8.

A la place du système ordinaire avec des remplacements d'occasion étudiants, chômeurs non qualifiés, etc.. certaines entreprises ont adopté un système avec cinq équipes. Grâce à une modification des conventions collectives, le nombre de jours d'arrêt obligatoire a été ramené de 16 à 5. Ces jours sont utilisés pour les grandes réparations et l'entretien. Ils sont divisés en deux de façon à avoir un arrêt chaque semaine. Ces jours sont en général, choisis parmi les jours ouvrables pour pouvoir disposer de l'ensemble du personnel d'entretien et, éventuellement, de celui d'entreprises extérieures spécialisées, sans avoir à payer les suppléments pour travail des jours fériés. Le nouveau système à cinq équipes comporte une alternance de trois semaines de travail avec un seul jour libre en été et trois en hiver avec de 10 à 11 jours de repos. Il représente aussi un avantage économique pour les ouvriers. "

Ainsi, le but suprême de la société capitaliste apparaît bien de plier l'homme totalement aux "conditions indispensables pour améliorer la rentabilité" des "capitaux énormes investis". Le travailleur n'est qu'un accessoire de la machine que l'on place à l'endroit voulu au moment voulu, sans aucun autre souci que celui de la "production". Les bureaucrates dirigeants en arrivent à décider ainsi que c'est un

"avantage économique" pour les ouvriers de n'avoir pas de repos en été mais de longs congés en hiver... et en Suède.

Marine Marchande:

Il est difficile de situer exactement ce conflit qui dure depuis des mois sinon des années. Essentiellement lutte contre les conséquences de l'automatisation des navires, la productivité. Tantôt les officiers, tantôt les marins, tantôt tous à la fois, déclenchent des luttes, couvertes plus ou moins ou pas du tout par les syndicats et qui prennent bien souvent des allures de grèves sauvages, organisées par les travailleurs eux-mêmes.

Le quotidien patronal "Les Echos" 2 mai 67, y faisait clairement allusion à propos de la fin de la grève à St Nazaire:

".. Les officiers de la marine marchande restent à la pointe de la lutte revendicative... venus tard au syndicalisme, s'ils font la démonstration d'un remarquable dynamisme, manquent encore de l'expérience nécessaire pour conduire seuls et avec réalisme l'action syndicale.... Mais c'est un signe des temps comme le prouve le principal conflit qui demeure, celui de la marine marchande où les officiers ont lancé une grève dont les conséquences peuvent être graves, alors que les syndicats de marins négocient avec des armateurs. Sous leur casquette à galons dorés, les officiers de pont (qui avaient lancé voici peu une grève pour une surface de cabine plus grande de 55 cm² afin de symboliser leur supériorité sur les officiers mécaniciens) méditeront peut être sur l'expérience des "cols blancs" de St Nazaire. "

Des accords sur les soldes et les salaires avaient été proposés en juin 1966 mais ils n'avaient pas été signés par les syndicats des marins sauf par la CGT parce que cette dernière "estimait ne pouvoir obtenir plus dans la conjoncture d'alors à moins d'entraîner le personnel navigant dans une bataille dont la conclusion était pour le moins incertaine et qui pourrait être très longue"

Ces accords expiraient le 25 avril; les syndicats ont bien lancé le mot d'ordre de retard à 48h à l'appareillage des navires. Mais la grève réelle est beaucoup plus étendue: retard porté à 96h, puis à trois jours; mouvements de solidarité des dockers et remorqueurs, s'opposant notamment à l'intervention de l'armée. Les plus grands ports, Le Havre, Marseille, à demi paralysés. D'abord par les officiers, puis par les marins. Une commission nationale de conciliation s'est réunie au début de juin. Les revendications présentées par les syndicats touchent non seulement les salaires mais aussi les conditions de travail (organisation des loisirs à bord des navires, mesures particulières pour les pétroliers, les paquebots, les remorqueurs).

Le 8 Juin, les syndicats, réunis à Paris, ont décidé de mettre fin à la grève, sans consulter personne. C'est ainsi qu'on profite de la situation internationale. Au Havre, les officiers ont décidé de ne pas respecter les consignes syndicales. Si la grève se poursuit, ce sera une véritable grève sauvage confirmant l'évolution des luttes en France.

Les salaires réels:

Citroën-Paris:

Horaires (avec boni et primes)

Manoeuvre: de 3.43 à 3.64

O.S. de 3.88 à 4.16

P.I. de 4.77 à 4.98

Mensuels (44h) par mois

A.T. de 1016 à 1254

dessinateurs: de 1073 à 1232

études tech-

niques de 1197 à 1344

P.I. de 1619 à 1743

Jeumont-Schneider- St Denis

Manoeuvre: 3.10 (sans boni)

Horaires: (les taux indiqués doivent être majorés de 30% pour le boni)

O.S.I de 2.46 à 2.58

O.S.2 de 2.61 à 2.90

P.I. de 2.82 à 3.40

P.2. de 3.32 à 4.02

P.3. de 3.82 à 4.32

P.3. H6 4.40

Frontière belge: un manoeuvre gagne 6 frs de l'heure à faire de la dynamite.

LA GREVE DU 17

La grève du 17 mai, tout comme les pleins pouvoirs ne peut se comprendre que dans la situation présente du capitalisme français- tant sur le plan national qu'international.

C'est un lieu commun de parler de concentration des entreprises mais ce dont on parle moins c'est de la part prépondérante du capitalisme d'état (qui n'a cessé de croître depuis 1945) et partant, de l'importance de la bureaucratie.

Cette classe dirigeante s'est formée par des voies diverses (entreprises capitalistes, administrations d'états, syndicats patronaux et ouvriers, et agricoles) et de plus en plus se substitue au patronat et au capitalisme traditionnels. Le pouvoir économique et social de cette classe ne s'exprime pas seulement dans les entreprises mais dans l'intervention permanente de l'état, dans tout un réseau d'organismes, qui associent à la gestion de la société capitaliste les bureaucraties d'origines diverses.

Il subsiste encore bien sûr des petits patrons, des affaires de famille, etc.. plus ou moins puissants selon les secteurs économiques, mais réduits à des combats d'arrière garde; lorsque la mutation qu'ils subissent se fait trop brutale cette résistance à l'évolution du capitalisme se traduit par des mouvements politiques (poujadisme par exemple) ou des actions directes violentes (paysans en Bretagne ou Languedoc).

Beaucoup voient toujours les conflits sociaux et politiques sous l'éternel affrontement de la droite et de la gauche, patronat et travailleurs. Chacun des deux groupes actuels majorité gaulliste et opposition de gauche présente la même composition: une fraction importante orientée vers le capitalisme d'état (les gaullistes d'un côté, le P.C. et une fraction socialiste de l'autre) une minorité "indépendante" représentant le capitalisme privé (giscardiens d'un côté, Lecanuet de l'autre).

Les pleins pouvoirs paraissent plus dirigés contre ce capitalisme privé et les "petits" commerçants, paysans, etc.. que contre les travailleurs. Les mesures économiques fiscales ou sociales risquaient fort de ressouder une opposition des représentants du capitalisme privé et de faire la transformation accélérée de ces secteurs déclarés "arriérés".

Du côté socialiste ou communiste ou syndical, l'affrontement réel avec le pouvoir politique actuel est celui des couches bureaucratiques qui revendiquent des places dans l'appareil économique et social, qui critiquent les solutions prises et en présentent d'autres plus efficaces; toute la gauche socialiste, l'extrême-gauche y compris, les groupes révolutionnaires léninistes, trotskystes, ont toujours été des partisans du capitalisme d'état et ils peuvent bien penser être mieux doués que d'ex-capitalistes pour trouver de "bonnes" solutions. La "contestatation" (comme ils disent) n'est pas sur le principe du pouvoir bureaucratique (qu'ils admettent tous) mais les personnes, les partis et les méthodes de ce pouvoir bureaucratique.

L'évolution propre du capitalisme oblige à faire de constants aménagements qui remettent en cause les positions acquises; de temps à autre il faut définir de nouveaux partages du pouvoir. Les discussions autour de la Sécurité Sociale, des caisses de retraite, de l'organisation de l'emploi, concernent plus ces partages du pouvoir que le sort des travailleurs. Même les oppositions les plus radicales, les plus "révolutionnaires" ne trouvent dans "l'agitation ouvrière" qu'une occasion de conquête du pouvoir pour leur organisation.

Comme toujours ce sont les travailleurs qu'on essaie d'entraîner dans cette opposition politique. "Puisque nous n'avons plus de tribune au parlement, pourquoi ne pas faire à l'opinion un appel direct et constant?" déclare Guy Mollet qui ajoute "alors protestons non plus au Palais-Bourbon, mais dans la rue de la Bastille à la Nation".

Les grèves des derniers mois restées pratiquement sous le contrôle syndical n'ont abouti ainsi finalement qu'à la mise en place de nouveaux organismes bureaucratiques dans lesquels une parcelle de pouvoir se partage entre dirigeants patronaux et syndicaux et fonctionnaires d'état. L'évolution économique de certains secteurs en crise oblige les dirigeants patronaux à ce partage pour simplement survivre.

La grève du 17 mai n'a représenté pour l'ensemble des travailleurs qu'une journée sans lendemain. Les récits des camarades d'entreprise montrent bien toute l'ambiguïté et l'aspect superficiel d'un tel mouvement; à côté de cette réalité sans fard on pourra mettre toutes les déclarations, les compte-rendus ou les proclamations grandiloquentes.

La surenchère aux mots d'ordre des syndicats et des partis de gauche reste de même nature que celle des partis "de gauche" par rapport au gaullisme. Comme Guy Mollet ils proclament tous que "la force des travailleurs est dans la rue" (banderolle de Voir Ouvrière); simplement ils trouvent les objectifs trop modestes et proposent l'Assemblée Nationale au lieu de la Bastille. Tous continuent de poursuivre le fantôme d'une classe ouvrière "révolutionnaire" prête à descendre dans la rue comme dans les images d'Epinal des révolutions d'au moins un demi-siècle. Ils ne se rendent même pas compte que ces manifestations folkloriques déplacent une fraction minime des travailleurs, celle-là même qui accepte l'encadrement syndical et sa perspective d'une société bureaucratisée.

La force des travailleurs n'est pas dans la rue, elle est dans les entreprises, là où se trouve la réalité de l'exploitation et la réalité de leur pouvoir; mais qui se soucie de la lutte à ce niveau; de là on ne peut construire une organisation ou mener une lutte politique.

Dans les mesures gouvernementales, il y aura des mesures qui toucheront les travailleurs: celles qui favoriseront les concentrations mais cela ne changera pas grand'chose à ce qu'ils subissent depuis des années. Il y en aura d'autres favorables en apparence, plus aliénantes en réalité, pour éviter les réactions trop violentes aux mutations, déclassements, etc.. L'extension de ce qui a pu être mis en place sur le plan local lors des luttes comme à Decazeville, en Lorraine ou dans divers accords d'entreprise. Précisément comme dans le passé, la lutte des travailleurs s'exprimera au niveau de leurs conditions de travail, d'une manière en apparence incohérente mais avec la cohérence que lui donne l'uniformité de plus en plus grande des conditions d'exploitation dans une société bureaucratisée.

Dans un centre de Formation Professionnelle accélérée: la grève du 17 au centre FPA a été totale parmi les moniteurs d'enseignement technique. Les ateliers sont restés ouverts aux stagiaires qui devaient être présents quand même pour être payés. Un pointage sévère a été fait par le jaune de service, l'adjoint du directeur (forcé ou pas, je ne sais). Les stagiaires étaient-ils présents, je ne sais pas. Dans l'atelier de menuiserie où je suis 8 présente le matin sur 11 et 2 l'après-midi. Ce qui a mis en fureur l'adjoint qui a promis de faire sauter aux absents deux jours de paie...

Dans une école de la région parisienne: "la sous-section de Choisy-le-Roi du SMI s'est réunie récemment. Elle avait battu le rappel à propos des nouvelles structures (syndicales) de l'Académie de Paris. Trois collègues de mon école (dont le directeur) y sont allés. Ils en sont revenus profondément dégoûtés: ils ont assisté à des disputes entre tendances dont le motif réel est qui aura le pouvoir dans les nouvelles institutions. Le directeur qui surveille son langage, a déclaré publiquement "c'était infect".

La grève du 17 mai dans mon école: dès que le mot d'ordre a été connu une partie des conversations de la salle des maîtres a roulé sur ce sujet mais sans qu'il soit le plus souvent pris plus au sérieux que notre sortie de fin d'année ou les

élections ou ... Un collègue a préparé un tableau pour ventiler les différents choix, ceux qui la feraient, ceux qui ne la feraient pas (toujours sur le mode farceur). Une collègue m'a demandé pourquoi je ne la ferai pas: " je ne fais que les grèves dont l'arrêt est déterminé au préalable par la réalisation d'un objectif précis" ai-je répondu. Position simpliste peut-être mais qui m'évite bien des illusions. La veille de la grève, le directeur a fait passer une feuille (sérieuse celle-là) chacun s'est inscrit en toute liberté, dans la colonne de son choix. Bilan: 10 adjoints (4 hommes 6 femmes, soit 7 SMI) ont fait grève: (motifs: pour une fois qu'elle est politique- "celle-là elle est pas comme les autres, bien qu'elle n'ait pas plus de chance de réussir que les autres" - "au moins, ce jour-là, je n'aurai pas les gosses sur le dos" " la crèche est fermée, je reste à la maison pour garder mon bébé") et nous nous sommes retrouvés 7 non grévistes (3 hommes, 4 femmes, dont 1 SMI: le directeur). 86 enfants se sont présentés sur les 478 qui sont ordinairement présents. Les grévistes avaient prévenu leurs élèves qu'ils ne viendraient pas et leur avaient demandé de rester chez eux. Le professeur de gymnastique était aussi non gréviste. La journée s'est déroulée sans incident. A noter que le comportement du directeur (nouveau depuis trois ans) est apprécié des collègues, celui qui l'a précédé fermait "autoritairement" la porte passait dans les classes et intimait aux enfants l'ordre de ne pas venir et faisait pression sur ses adjoints pour qu'ils ne viennent pas. Enfin, dans notre école, cette grève a été plus suivie que les précédentes (4 grévistes sur 16 à l'avant dernière).

Bien entendu ceci est un compte rendu hâtif. Ce que je rapporte ici ne préjuge pas de mon opinion sur la grève en tant que mouvement de lutte de classe en général et en tant que moyen de pression à la disposition des enseignants (ouvriers travaillant sur "matériel humain" ce qui prête à réfléchir et dépasserait mon propos d'aujourd'hui).

Aux usines Renault (Billancourt): 50% peut-être ont débrayé mais pour 4h seulement en fin de service; il est difficile de savoir ceux qui font réellement grève ou qui profitent de l'occasion pour se tirer avant l'heure. Les tracts syndicaux avaient prévu "d'essayer de faire grève 24h". Mais les délégués sont très respectueux des accords et attentifs à ne pas dépasser le "crédit" de 9h d'absence par trimestre au delà duquel la prime diminue de 20%.

Après ce sont les communiqués de victoire habituels.

Métallurgie: petite boîte- machines outils Paris.

70 ouvriers, 20 employés.

Le lundi soir, le délégué CGT est appelé chez le directeur qui lui demande "qu'est-ce que vous faites mercredi". Il veut être fixé à l'avance. Le délégué docile vient alors demander aux ouvriers ce qu'ils comptent faire, la grève ou pas, récupérer ou non. Finalement, tout le monde d'accord on ferme, sans récupération.

Jeumont-Schneider (St Denis) - construction électrique.

C'est le rite habituel.

Mercredi: boîte fermée. Pas de courant.

Samedi: on récupère. 50% de présents (moins que d'habitude).

Un tract grandiose du Parti communiste Révolutionnaire (trotskyste-tendance Posadas)

"...Le 17 mai est une action qui contient des éléments de DOUBLE POUVOIR, tout comme le blocage du minerai dans les puits lorrains, ou l'augmentation d'un million de voix au P.C. le 12 mars.

La décision de lutter, d'affronter le pouvoir capitaliste est dans chaque travailleur. Il y a une recherche commune de tous les secteurs pour centraliser leur volonté de lutte; leur intervention et action anti-capitaliste, non seulement sur le plan électoral, mais aussi dans la rue, dans l'usine, sur le terrain des mines. L'emploi de nouvelles méthodes, occupations d'usines, blocage des produc-

tions capitaliste, usage des lances d'incendie, etc.. est utilisé par la classe ouvrière, les paysans pour dire non à tout l'arsenal des vieilles méthodes syndicalistes inutiles et inefficaces: pétitions, grèves catégorielles, délégations.

Les masses en France rejettent la voie de la conciliation, de la coexistence pacifique que les directions syndicales ont essayé de leur imposer en s'appuyant sur ce que le capitalisme pouvait encore céder comme petites concessions. Le développement de la révolution anti-bureaucratique en Chine, les Gardes-Rouges, donnent confiance à la base qu'il est possible de critiquer les dirigeants syndicaux communistes, d'imposer d'autres méthodes, de refuser les accords de reprise du travail sans mettre en danger la centralisation".

Assurances Générales: siège social Paris.

Depuis deux ans, dans cette société nationale, un nouveau président ex-ministre gaulliste- poursuit une réorganisation, menant de front concentration, automation, rationalisation. Cela bouscule pas mal de routines, accroît les cadences de travail, menace les situations acquises tant chez les cadres que chez les syndicats.

La grève du 17 sert à ces derniers à conjuguer opposition politique et opposition locale sur le plan de l'entreprise. Toutes les organisations syndicales de cadres, y compris la CFTC et la CGC qui pourtant ne sont pas dans la grève, se retrouvent pour lancer le mot d'ordre de grève.

Les employés qui ont été récemment échaudés dans une histoire de pointage lors d'un débrayage récent sont prudents: "si les cadres font la grève, on la fait". De fait le 17, 80% sont absents. Mais il est difficile de dire combien feront valoir les difficultés de transport pour éviter le prélèvement de 1/25 du mois pour le jour de grève.

Chausson: accessoires automobiles- banlieue de Paris.

L'usine est fermée le 17 mai. Pas de courant. Sauf les services centraux Traditionnellement on récupère le samedi suivant et alors la grève est effective à 80-90%.

La note de récupération ne concerne que les outilleurs, qui ne viennent pas.

Rien pour la fabrication. La direction a accepté la grève: elle n'a pas besoin de production. Les stocks constitués depuis deux ou trois mois en prévision de mouvements sociaux leur restent sur les bras, d'autant qu'il y a un malaise dans la voiture (Simca, Citroën).

Matériel d'imprimerie - petite boîte-Paris.

De temps à autre, il y a des grèves revendicatives, sans syndicat. Les grèves politiques ou les journées d'action syndicale sont suivies- pour montrer la solidarité avec les syndicats- mais tout le monde récupère- pour le salaire- sous l'étiquette récupération du lundi de Pentecôte- La morale est sauve.

Recherche pétrolière - 400 ouvriers, 100 ingénieurs et cadres- Paris

150 environ font grève le 17 car le mouvement n'est pas dirigé contre la direction. Le lendemain de la grève, le patron lui-même (qui se dit de gauche) montre sa déception de l'attitude du "personnel" devant la grève. Les délégués sont tout surpris de se retrouver ainsi du côté de la direction dans leur jugement sur le "manque de conscience" des travailleurs (un travailleur conscient étant celui qui obéit à l'ordre donné par une organisation).

Dans l'imprimerie- Paris.

Il semble que la situation ait été différente selon les entreprises Par solidarité avec la presse l'arrêt de travail aurait dû débuter le mardi mais alors cela faisait sauter la paie du lundi de Pentecôte. Dilemme. Ce qui fait que certaines

boîtes ont fermé uniquement le mercredi. Certaines pas du tout. D'autres ont récupéré le samedi.

x x

x

Quand un syndicat dit une vérité:

"...l'emploi: c'est un problème qui doit être réglé par la négociation entre les organisations syndicales représentant les travailleurs, les patrons, et les pouvoirs publics. Quand on règle le sort de quelqu'un sans sa présence, c'est toujours contre lui". (tract CFTD- Union de la Métallurgie). On ne le leur fait pas dire.

oooooooo

liaisons

Réunion des camarades de Paris: 27 mai- 19 présents.

(assurances, Chausson, Energie Atomique, Enseignement, Imprimerie, Jeumont, Matériel imprimerie, Métallurgie, recherches pétrolières, Renault, Travaux Publics).

I- Les informations d'entreprises concernent essentiellement la grève du mercredi 17 mai et sont reprises dans l'article consacré à ce mouvement. Un nouveau camarade d'une entreprise de recherche pétrolière parle longuement de ses activités syndicales; cette discussion sera certainement poursuivie; ce qui s'est dit à la réunion figure dans ce bulletin.

II- Correspondance: voir cette rubrique

III- Critique d'I.C.O. les camarades sont appelés à donner leur avis sur les critiques formulées par lettre notamment pour la rubrique "publications".

IV- Rencontre internationale des 29 et 30 juillet: un premier texte a été établi contenant des propositions de discussion. Il sera adressé à tous les camarades qui en feront la demande de même que d'autres textes émanant de groupes anglais et allemands.

V- Prochain réunion:

SAMEDI 24 JUIN 1967

heure et lieu habituels.

Il a été convenu que cette réunion serait consacrée en priorité à la discussion des sujets provisoirement retenus pour la rencontre internationale.

VI- Finances:

- 9 -

	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
En Caisse au 1 ^o JANVIER 1967:	1424.11	
<u>Janvier</u> :	541.-	
poste		32.50
Tirage bulletin.....		133.86
<u>Février</u> :	190.-	
poste.....		36.22
tirage bulletin		160.53
taxe c.c.p.		5.-
<u>Mars</u> :	145.-	
enveloppes.....		6.-
tirage bulletin		183.05
poste		97.71
circulaires		36.-
<u>Avril</u> :	292.-	
encre		59.12
tirage bulletin		142.25
taxe P.T.T.		1.90
couvertures		900.-
	2592.11	1794.14
EN CAISSE au 30/4/67....	797.97	

Nous avons dû engager ces derniers mois d'assez grosses dépenses (réimpression des bandes et des couvertures). Pour reconstituer notre réserve, assurer la publication de numéros spéciaux, compléter notre matériel, nous demandons aux camarades de vérifier si leur abonnement est bien à jour ou d'adresser une contribution supplémentaire.

oooooooo

correspondance

- d'un camarade de St Nazaire:

St Nazaire, la drôle de grève: pourquoi d'une grève de 62 jours, disons-nous, drôle de grève. Simplement parce que les délégués employèrent le modus faciendi qui consiste à demander aux responsables des foros de l'ordre gaullistes un modus vivendi " si vous ne nous chargez pas, nous ne vous lancerons pas de bonbons sur les casques". Donc une bonne grève faite dans le signe du réformisme, mais qui dura 62 jours, avec un jour d'espoir, cinq jours dans l'impasse. Dialogues sur dialogues, un port breton où la vie s'arrête, une ville étouffée par un cercle de CRS de gardes mobiles, la négociation sous la menace de la force armée, les grévistes ayant promis de manifester uniquement sur l'air de "il était un petit navire qui n'avait jamais, jamais navigué", vers la fin, l'Internationale devait retentir.

62 jours de grève, cela fait un trou dans un budget de famille. Il faudra du temps pour en retrouver l'équilibre. La grève est une arme ouvrière, elle n'a pas à marchandé auprès des CRS, des gardes mobiles.

Nous pensons que la mémoire de Tortelier, du syndicat des menuisiers en 1886, n'est plus vu sous la même angle par les actuels syndicalistes réformistes.

Pour qu'une grève soit valable il faut qu'elle puisse faire trembler le patron ou l'Etat. Seul le syndicalisme révolutionnaire est digne de ce combat social

Non, St Nazaire n'est pas une victoire ouvrière.

oooooooo

des livres

" L'AUTRE AMERIQUE" - La pauvreté aux Etats-Unis - Michael Harrington
Ed. Gallimard.

" LA FRANCE PAUVRE" - Paul-Marie de la Corce - Ed. Grasset.

Comme toutes les sociétés d'exploitation, les sociétés industrielles modernes secrètent la pauvreté. Une pauvreté qui n'est pas seulement l'héritage des débuts du capitalisme et de l'industrialisation, mais qui peut être qualifiée de "structurelle" car elle semble bien être inhérente au système et en quelque sorte représente le pendant de l'abondance. En somme si la satisfaction des besoins vitaux et même de faux besoins est possible pour ceux qui sont dans le coup, c'est-à-dire ceux qui, au sein de la population active, peuvent aussi se défendre collectivement la pauvreté reste le lot des laissés pour compte, des travailleurs des activités mineures, des inadaptables, des non-reconvertibles, des saisonniers, de la main d'œuvre étrangère et de couleur, des vieux en général, des jeunes qui ne peuvent poursuivre leurs études, et de bien d'autres encore.

L'importance numérique des pauvres dans les prétendues sociétés d'abondance est méconnue. Les deux livres que nous présentons à nos lecteurs jettent quelque lumière sur leur existence et les problèmes que celle-ci soulève. Il ne s'agit que des Etats-Unis et de la France, mais des livres semblables pourraient être écrits sur la pauvreté dans tous les autres pays industrialisés. Le tableau serait presque identique à quelques nuances près, provenant d'un passé différent et d'une évolution plus ou moins rapide.

Point n'est besoin de disserter longuement sur les théories de la paupérisation absolue et relative. Rappelons seulement que les deux tiers des humains sont victimes d'une paupérisation absolue qui tend même pour beaucoup à s'aggraver du fait de la démagogie galopante des pays du tiers monde, et que, dans les sociétés industrielles modernes la pauvreté est le lot de 25 à 30% au moins de la population. Quelle pauvreté? Relative pour certains, absolue pour beaucoup. Ce que nous apprennent ces deux livres c'est donc que la misère existe toujours, que les pauvres sont légions et que cette existence de si nombreux parias accompagne l'expansion de la production.

Bien sûr, nous sommes assez loin des prédictions de certains romans d'anticipation généralement influencés par la notion de paupérisation absolue. Nous

pensons notamment au "Talon de fer" de Jack London, écrit en 1907 et par ailleurs si prophétique quant à la naissance d'une aristocratie ouvrière et au rôle des syndicats et aussi au "Meilleur des Mondes" ou à "1984", plus récents. Ce que nous décrivent M. Harrington et P.M. de la Gorce, c'est une pauvreté qui est minoritaire dans le pays et pour une grande part diffuse, dispersée, donc d'autant plus faible. Mais peut-on vraiment parler de minorité lorsqu'il s'agit de 25 à 30% de la population et que la moindre crise économique, même qualifiée de "récession" peut accroître ses rangs de nombreux chômeurs, jeunes et vieux, totaux ou partiels, sans oublier les effets de l'automation et des concentrations qui agissent dans le même sens.

C'est ainsi que M. Harrington constate l'existence et l'inexorable extension d'un chômage technique aux Etats-Unis, malgré la création et le développement de nouvelles branches industrielles, malgré une véritable économie de guerre, malgré le conditionnement poussant au gaspillage. L'auteur (p.48) constate en effet que sur une longue période:

" le chômage en temps de crise ne tarde pas à devenir le chômage normal d'une période de reprise".

Le taux de chômage de 5% est devenu un minimum, même en période de prospérité. Encore ce chiffre "ne comprend-il pas les chômeurs partiels et les travailleurs expulsés du marché du travail" (p.251). Un tel taux n'est pas encore atteint en Europe, mais la crise qui s'ouvre peut y amener.

Parmi les pauvres de notre époque, il y a les vieux. La séparation des générations les rejette de plus en plus dans la solitude, ce qui aggrave encore leur sort. Il s'agit de la masse des vieux, car peu nombreux sont ceux qui ont des ressources suffisantes, d'ailleurs sans cesse rognées par la constante élévation des prix. Donc vieux ouvriers, vieux employés, vieux paysans, et même vieux petits commerçants. Notamment tous ceux qui parmi eux vivent dans les régions en perte de vitesse ou déshéritées.

" Neuf personnes (de plus de 60 ans) sur dix ne comptent pas sur leurs enfants... pour être aidés... On aurait tort de s'indigner... En vérité la vie familiale a profondément changé en France ..." (p. 56 P.M. de la Gorce).

" Et pourtant le scandale est parmi nous: un tiers au moins, la moitié peut-être des français de plus de 65 ans vit en état de pauvreté absolue".
(p. 43 P.M. de la Gorce).

Aux Etats-Unis, d'après une évaluation -modeste dit Harrington- de Lampmain, sur 32 millions d'indigents il faut compter 8 millions de personnes de 65 ans et plus.

Certes pour beaucoup de ces vieux, la pauvreté n'est qu'un retour au mode d'existence de leur jeunesse et de la première partie de leur vie d'adultes. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles ils subissent leur sort plus facilement que ne le feront certainement les prochaines générations de vieux. Mais rejetés de la vie active et des moyens de défense collective que celle-ci comporte, que pourraient faire les vieux s'ils ne trouvent aucun soutien parmi les futurs vieux? Bien voter? mais combien de fois ont-ils encore à le faire? Pas assez sûrement pour s'apercevoir qu'ils sont floués.

Autre catégorie importante des pauvres des sociétés industrielles: les travailleurs étrangers ou de couleur, ces nègres du capitalisme moderne. Aux USA. ce sont les noirs, les Porto-Ricains, les saisonniers mexicains. En France, les Nord-Africains, les Portugais, les Espagnols, les Noirs-Africains. Entre les deux guerres il y eut les Polonais et les Italiens, depuis lors plus ou moins assimilés et dont la

source est tarie. En Allemagne, on peut citer les Turcs, les Yougoslaves, les Grecs, etc... Ces pauvres que nous avons connu en France, après la dure saignée de la guerre, de 1914-18, leur nombre a toujours largement dépassé le million, même pendant la crise de 1931 jusqu'à la nouvelle guerre de 1939. Corvéables à merci, ces travailleurs se tapaient tous les durs ou sales boulots. On les trouvait dans les mines, dans les industries chimiques, dans les fonderies, dans les industries saisonnières (sucrieries agriculture), dans le bâtiment. Aux dortoirs dégueulasses des industries chimiques ont succédé les bidonvilles de maintenant. Le patronat français est resté tout aussi négrier que naguère; il y a toujours des pays pauvres où recruter.

Voici ce que disent Harrington et P.M. de la Corce sur le sort de cette main d'oeuvre des temps d'abondance, destinée par ailleurs à subir la première les effets des "récessions":

"Aux Etats-Unis, la main d'oeuvre noire est vouée aux pires métiers, les plus sales, les plus mal rétribués. Un tiers continue à vivre dans le sud agricole; la plupart se bornent à survivre dans une civilisation de misère et une société ouvertement terroriste. Un tiers vit dans les villes du Sud, et l'autre tiers dans les villes du Nord; ces derniers comparés aux ouvriers agricoles, ont amélioré leur sort. Mais ce sont toujours les derniers embauchés et les premiers débauchés et ils sont particulièrement vulnérables aux crises".

"Les Etats-Unis trouvèrent motif à célébration lorsqu'ils eurent annoncé que le salaire des travailleurs noirs atteignait 58% de celui de leurs compagnons de travail blancs. Une telle situation est profondément enracinée dans les structures mêmes de la société américaine". (p.98-99).

"Les saisonniers posent un autre problème statistique (que les ouvriers agricoles permanents dont les salaires sont très bas): personne ne sait combien ils sont au juste. Quelqu'un le faisait remarquer, l'Etat recense les oiseaux migrateurs, mais pas les travailleurs".

"Ces gens qui vont de champ en champ proviennent des groupes classiquement dépossédés. Mexicains du Texas, noirs du Sud, Portoricains, winos des ruelles urbaines, Oakies (ceux des "Raisins de la colère") des années trente qui sont demeurés dans le monde de la misère.... Sur la Côte Pacifique, il y a cent mille travailleurs itinérants. Les braceros (Mexicains) sont environ 400.000 chaque année. Au total, hommes femmes, enfants et braceros, ce sont deux millions d'être humains qui vivent dans ces conditions inhumaines". (p. 76).

"En 1946, 1.670.000 étrangers, 1.452.000 en 1954, après que soient intervenues quelque 300.000 naturalisations et 2.150.000 en 1962... Une évaluation faite au milieu de 1964 révèle la présence en France de plus de deux millions d'étrangers... (P.M. de la Corce, p.201).

En conclusion de son chapitre "Les Parias de la Nation" consacré au sort de la main d'oeuvre étrangère, le gaulliste P.M. de la Corce écrit:

"Une irrésistible évolution conduit la main d'oeuvre française à renoncer à des catégories entières d'emplois et ce vide est aussitôt comblé par les immigrés. Le divorce économique qui s'ajoute aux démarcations humaines, sociales, psychologiques, s'accroît d'année en année. Dans les couches profondes de l'économie française, un monde presque séparé du nôtre grossit sans cesse, et son extension est à la mesure même du dynamisme de la production. Au-dessous de cette nouvelle frontière, la pauvreté s'est établie sans partage. .. la lueur de quelque incident, elle apparaît parfois comme un scandale, au coeur de notre prospérité, mêlée secrètement à la richesse générale. Mais à la vérité, ce scandale est permanent". (p. 257). (c'est nous qui soulignons);

P.M. de la Gorce donne pour titre au chapitre qui suit, celui de sa conclusion: "Les vaincus de la prospérité". Parmi ces vaincus, voyons d'autres catégories, les travailleurs à bas salaires par exemple, dont notamment les femmes.

"Enfin, il y a les travailleurs blancs des villes pris dans cet engrenage de désespoir... Ces gens travaillent dur, de longues heures dans des emplois auxquels ne s'applique pas la loi sur le salaire minimum (il y a 17,6 millions de salariés de l'industrie privée qui sont dans ce cas) et pour lesquels le salaire minimum fixé par la loi est au-dessous du seuil admis de la pauvreté. Ce sont les métiers tels que blanchisseuses, employés subalternes des hôtels et des restaurants, garçons de salle des hôpitaux, et c.. qui ne sont généralement pas organisés en syndicats".
(Harrington, p.256). Chiffres confirmés par des sources plus récentes.

"Le nouveau pauvre se trouve donc dans une situation différente, beaucoup plus difficile que l'ancien... Ils ne se trouvent pas quotidiennement rassemblés en formation énormes comme dans les usines de production de masse... Ils vivent en plein chaos dans des quartiers insalubres..."

"...le nouveau pauvre est le pauvre de l'ère de l'automatisation".
(Harrington p. 257).

"C'est ainsi qu'au bas de l'échelle (des revenus) on découvre deux millions de salariés qui gagnent moins de 500 frs par mois. (P.M. de la Gorce, p.169)

"disparités entre industries, profondes inégalités entre régions, entre sexes". - chapitre: deux millions de condamnés. P.M. de la Gorce.

Ce dernier auteur nous parle de la détresse des petits paysans, les vieux d'abord, mais aussi des adultes cramponnés à leurs petites propriétés dans des régions de terre pauvre. Harrington en parle également:

"Avec les Appalaches, on a un exemple typique, dramatique, d'un état de fait très répandu. Far delà le sort des montagnards, des pauvres ruraux dans l'Amérique tout entière, on trouve les rouages d'une étrange dialectique: une révolution technologique dans l'agriculture a créé les conditions d'une pauvreté durable. Dans ce monde de la misère rurale, un groupe se distingue des autres: ce sont des pauvres propriétaires". (p. 62).

"Cette misère alliée à la propriété de la terre se trouve plus particulièrement concentrée dans le Sud, le Nord-Ouest, sur la côte Pacifique, dans les montagnes Rocheuses et au Nouveau Mexique..."

"C'est une véritable ceinture de misère qui part du milieu de la côte atlantique vers le sud et l'ouest... C'est la faim au milieu de l'abondance".
(p. 61).

Et tout suit avec la misère: taux de mortalité infantile supérieur, taux supérieur d'inaptitude au service militaire, nombre réduit de médecins, scolarité inférieure (p.65).

P.M. de la Gorce nous décrit encore le sort des petits commerçants, ceux des régions pauvres notamment et vieux pour la plupart, qui sont les victimes de la concentration et de la modernisation du commerce.

Mais parmi les pauvres des sociétés industrielles, il y a surtout dirons-nous, les jeunes. M. Harrington insiste beaucoup sur la gravité de ce phénomène.

" Sur une population indigente de 32 millions... il y en a 11 millions au-dessous de dix-huit ans. Et j'insiste encore sur ce point: je considère les estimations de Lampman comme excessivement restrictives ".

"...beaucoup de jeunes abordent la vie dans des conditions de pauvreté héréditaires"... " misère héréditaire jusqu'à présent inconnue aux États-Unis (pour les blancs) ".

" La théorie rassurante qui veut que la misère aux États Unis soit "marginale" ne tient donc pas debout". (p. 241-242).

D'après des évaluations plus récentes de la Sécurité Sociale, chose très importante le chiffre des enfants vivant dans la pauvreté y augmente d'un tiers passant de 11 à 15 millions ce qui veut dire que le quart des enfants de notre pays vit dans des familles pauvres ". (p.259).

Soulignons cette notion de "misère héréditaire" qui n'est en fait que la modernisation de la notion de condition: condition ouvrière, condition paysanne. Il est exact que l'enfant de pauvres a neuf chances sur dix d'être lui-même un pauvre malgré le leurre de la promotion sociale par l'enseignement démocratique. Il appartient au monde de la misère, de la pauvreté sans espoir. Il est plus vulnérable aux maladies, il acquiert une mentalité fataliste et pessimiste.

Bien entendu, ce n'est pas dans ces deux livres d'Harrington, bien pâle socialiste réformiste, et de P.M. de la Gorce, journaliste gaulliste plus ou moins de gauche, que l'on trouvera des propositions révolutionnaires, seules susceptibles de mettre fin à la pauvreté qu'ils décrivent et dénoncent et dont avec une certaine naïveté ils constatent l'existence et le développement comme inhérents au régime. Les auteurs de ces deux bouquins ne suggèrent évidemment que des palliatifs cautères sur jambe de bois.

Toutefois, leurs enquêtes nous aident. Elles nous obligent à ne pas oublier que parallèlement à l'aliénation sans cesse croissante de ceux qui travaillent et gagnent leur croûte, il y a la pauvreté et la misère des en-dehors qui vivent autour de nous et dont certains d'entre nous font partie. Cette pauvreté rend possible l'existence d'une "aristocratie ouvrière" et d'échelons hiérarchiques à large éventail. Elle entretient la division entre exploités.

N'oublions pas non plus, ce qui est plus grave encore, que les 2/3 des hommes, ceux du tiers monde, vivent dans une misère absolue. Seul le danger de caractère explosif représente cette pauvreté de centaines de millions d'hommes fait réfléchir nos dirigeants. Que de raisons supplémentaires pour donner à la lutte de classe que notre simple défense impose une virulence plus grande !

oooooooooooo

reponse a une critique

à la critique consacrée à la "lettre (de l'U.G.A.C.) au mouvement anarchiste international " (voir I.C.O. - nrs 67- N° 58- p. 27

Pour apprécier l'initiative que l'UGAC a prise en présentant cette lettre, il nous paraît nécessaire de ne pas se méprendre sur son projet. Or, l'ICO semble justement ne pas en saisir la portée exacte.

En effet, ICO prête à notre brochure deux intentions principales que ce journal semble voir comme conciliables: d'une part "redresser une organisation défailante" et d'autre part "contribuer au rassemblement des forces révolutionnaires" et que, quant à nous, nous affirmerions comme radicalement exclusives l'une de l'autre; en effet, comment rassembler tous les révolutionnaires si au préalable on n'a pas dépassé le cadre de ses propres organisations traditionnelles, sous peine de ne plus pouvoir parler de rassemblement mais de simple absorption.

En ce qui concerne la première intention qui viserait à sortir la FA, l'organisation défailante dont il s'agit ici nous semble-t-il, de son actuel marasme, nous pouvons nettement dire qu'elle n'est pas la nôtre, l'UGAC n'ayant cessé d'affirmer, depuis quelque temps, que du fait des structures sclérosées et bureaucratiques de ladite fédération les militants révolutionnaires ne pouvait réellement oeuvrer en son sein afin de la transformer et qu'ainsi l'UGAC n'avait plus à avoir aucun rapport avec elle.

La deuxième intention qui nous est prêtée demande des explications plus détaillées. En effet ICO a tort de croire que le rassemblement visé devrait se faire dans le FIR, déjà existant et moribond. Le projet du FIR n'était que la volonté de comparer des démarches voisines de militants révolutionnaires remettant en cause leur propre pratique antérieure et cela avant toute institutionnalisation de ce rapprochement. Ce n'était que sur cette base de confrontation que pouvait éventuellement naître un regroupement qui n'existait pas d'emblée; il est vrai qu'à ce propos le vocabulaire de FIR entretenait l'impression inverse. Les accords pratiques existants n'étaient que tactiques, valables pour une action bien déterminée, et ne préjugeaient pas de l'ensemble de l'action de chaque groupe. Nous sommes d'ailleurs d'accord avec ICO qu'une telle tentative ne peut se faire sans "un changement radical dans le contexte social où ces forces voudraient agir", mais nous divergeons d'avec elle en ce que nous croyons que ce changement radical existe (montée du capitalisme techno-bureaucratique, réveil du tiers monde, faillite du mouvement révolutionnaire des pays sous-développés, etc...) et que c'est lui qui est à la source de ces remises en question dont l'UGAC est partie prenante. Ce ne sont pas les hommes qui ont décidé arbitrairement de changer leur point de vue, mais les situations qui les y ont contraint, du moins les plus lucides d'entre eux. C'était un point que la brochure voulait établir et que nous tenons pour acquit. C'est au regard de cette situation nouvelle qu'un changement radical de l'action révolutionnaire se fait sentir; celui-ci exige une analyse exhaustive de ces bouleversements des données économiques, sociales et politiques afin d'en dégager une ligne politique qui devrait être celle de l'organisation révolutionnaire dont l'absence se fait cruellement sentir. C'est pourquoi l'UGAC dans son désir de se dépasser vers la formation de l'organisation révolutionnaire se décidait dans sa lettre à entreprendre cette analyse et à dessiner à grands traits quelques perspectives, en souhaitant vivement que d'autres camarades s'associent à elle dans ce travail de longue haleine, persuadée que cette tâche dépasse ses seules forces et qu'elle ne peut être la seule à oeuvrer pour la Révolution.

Venons-en maintenant à l'essentiel de la critique d'ICO, faite à la lettre de l'UGAC; il s'agit de ce que nous nommerons volontiers le déplacement du centre de gravité de la révolution dans le monde.

ICO s'accorde avec nous pour reconnaître la réalité, même la généralité et la violence des luttes d'émancipation des pays colonisés, mais d'une part nie toute valeur révolutionnaire aux tentatives de construction du socialisme dans ces pays, et d'autre part accuse les révolutionnaires soucieux d'aider ces forces nouvelles de fuir leur propre réalité, pour tomber dans une action purement verbale.

Il nous faut donc encore une fois répéter que nous n'avons jamais voulu dire, même si certaines maladresses d'expression et quelques ambiguïtés ont pu faire croire le contraire, que nous considérons que l'autogestion avait triomphé en Algérie ou en Yougoslavie.

Il ne s'agit pas de soutenir les "Etats autogestionnaires" mais:

1° la lutte des colonisés contre les impérialistes et

2° les travailleurs qui se battent pour l'autogestion véritable et pour cela connaître et critiquer l'expérience qu'ils subissent.

S'il est vrai de dire "qu'aucune option anarchiste n'a triomphé dans la société", il n'est pas moins vrai d'affirmer que certains, sans les qualifier d'ailleurs d'anarchistes, mais les considérant comme seules révolutionnaires ont voulu les faire triompher. C'est là le point important. Et ainsi nous ne pouvons pas laisser ces derniers à leur triste sort, mais au contraire les soutenir du mieux que nous pouvons, ne serait-ce qu'en faisant connaître leur tentative. La vérité de notre propagande est à ce prix, ne pouvant ignorer les hommes qui tentent de faire réalité ce qui pour nous n'est encore qu'idéologie, sous peine de ne rester que des idéologues petits bourgeois.

La répugnance qu'ICO semble avoir à concevoir ce mouvement, tient pour nous au fait qu'elle considère ces luttes comme ne résolvant pas le problème des pays développés. "Et même s'il n'en était pas ainsi le problème des pays développés resterait entier". Or cela est faux car l'impérialisme a besoin de ses territoires colonisés et de ce fait ce qui s'y passe ne manque pas de se répercuter dans nos pays et derejaillir sur notre propre situation. La démonstration en remonte à Lénine déjà. Et si, par exemple, la bourgeoisie française a survécu à la perte de ses colonies, c'est qu'elle n'a rien perdu, reprenant d'une main ce qu'elle lâchait de l'autre. Qui oserait dire que les pétroliers français ont perdu quelque chose du fait de l'indépendance algérienne! Si la bourgeoisie impérialiste survit aux révolutions nationales ce n'est pas parce que celles-ci ne sont pas pour elle une sérieuse menace, mais parce qu'elle a pu confisquer ces révolutions avec la complicité d'intérêts locaux. La leçon à tirer de ces confiscations n'est pas le désengagement auquel aboutit une position comme celle d'ICO mais l'engagement des révolutionnaires des pays "développés" au côté de leurs frères d'exploitation, puisqu'ils ont tous le même exploiteur. Dans nombre des cas c'est la faiblesse du mouvement révolutionnaire occidental qui a permis l'étranglement des révolutions du tiers monde: l'exemple de l'agression US au Viet-Nam est à cet égard éclairant. Qui ne voit pas qu'une vague d'agitation dans le pays colonisateur, en affaiblissant la classe impérialiste, facilite la tâche des forces d'émancipation et que la lutte des pays en lutte contre l'impérialisme affaiblit nos propres bourgeoisies. Il s'en suit de là que l'argument de l'éloignement et du peu d'efficacité de notre aide à ces mouvements est un faux argument, puisqu'il s'agit de combattre le même ennemi là où nous sommes, là où nous le subissons et cela avec nos propres armes, à partir de notre propre contexte.

L'aliénation qui consiste dans l'apparente et relative amélioration de nos conditions de vie et qui cache une exploitation toujours grandissante et toujours plus sournoise, cause pour beaucoup de la faiblesse de la conscience révolutionnaire des masses laborieuses occidentales, n'a pu se développer en grande partie que sur le dos des nations prolétaires.

Contribuer à leur libération ce n'est pas autre chose qu'éclairer et démasquer la tromperie de notre "paradis capitaliste", c'est travailler à la révolution dans notre propre pays.

Critiques à la réponse et à d'autres

du camarade ayant fait la critique :

Il n'est pas toujours facile de se comprendre entre gens d'opinions différentes. Ainsi, je croyais avoir dit clairement que l'idée de redresser une organisation sclérosée et l'idée de créer en même temps une organisation vraiment nouvelle ne tenaient pas debout l'une et l'autre, la seconde du moins dans les circonstances actuelles; affirmation que vient confirmer d'ailleurs la lettre ci-dessus et à laquelle contre-disait la brochure de l'UGAC.

Pourtant le désaccord persiste, mais à un autre niveau, puisque l'UGAC continue de prétendre que la lutte des pays coloniaux est susceptible de relancer la lutte de classes dans les pays développés. Sur quelles bases et pour quelles fins, nous l'ignorerons longtemps, je gage. Autant qu'on sache, les travailleurs luttent collectivement, en fonction des problèmes qui se posent à eux dans l'entreprise ou, éventuellement, la société où ils vivent. Fait déplorable sans doute au regard d'une conception à la fois mystique et volontariste du socialisme; fait tout de même et fondamental; et dont il serait bon de prendre note - serait-ce en relisant l'histoire réelle du mouvement ouvrier, laquelle est bien peu une bataille d'idées mais une succession de périodes d'harmonie sociale relative coupées de crises organiques du système capitaliste, celles-ci permettant - pas toujours ! - une intervention pratique des forces de subversion où nous aimerions nous inscrire.

La lutte des pays arriérés pour leur indépendance n'est pas liée à une crise organique du Capital- et en ce sens trouve peu d'échos approuvateurs parmi les travailleurs. Il s'agit bien plutôt d'une adaptation, le plus souvent tragique et sanglante, de ces nations aux conditions nouvelles de l'impérialisme occidental. Celui-ci n'a que faire maintenant de territoires qui coûtent trop cher à administrer et entretenir, vu le peu qu'ils rapportent; il suffit d'exploiter à fond, piller le plus possible un certain nombre de secteurs particulièrement rentables, de tenir également certains points stratégiques, et de laisser le reste de la population crever dans une misère toujours accrue. De plus, ces pays constituent, le cas échéant, un déversoir rêvé pour la part de la production qui, si elle n'était pas stérilisée (employée à des fins militaires) viendrait encombrer le marché et abaisser les profits dans des proportions fort sensibles.

Dans une situation qui met en jeu des facteurs d'une puissance concrète aussi énorme, comment croire que quelques appels bien intentionnés seront capables de déclencher une "vague d'agitation dans le pays colonisateur"? Allons donc! Cette "vague"- si elle apparaît un jour- ne tirera pas son origine d'une propagande quelconque (si utile soit-elle), mais d'une conjoncture pratique et donc liée à la vie effective des travailleurs.

★ Certes le pillage des pays coloniaux ou ex-coloniaux est un facteur parmi ceux qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie dans les pays développés. Cela étant, comment envisager sérieusement que les classes exploitatrices y renoncent quand elles continuent de dominer absolument la situation sous l'angle économique, lors même que leur hégémonie politique a été battue en brèche (comme le montre, par exemple, le sort des hydrocarbures algériens) ?

L'idée que la lutte des colonisés affaiblit les bourgeoisies impérialistes est assurément ancienne, logique et séduisante; mais enfin, il serait sou-

haitable de l'illustrer de preuves historiques précises et convaincantes. On s'en garde bien -et pour cause! - sauf pour incriminer une prétendue faillite du mouvement ouvrier officiel; pourtant dans les faits, celui-ci se comporte au jourd'hui comme il le faisait hier, c'est-à-dire dans le cadre d'intérêts immédiats et donc purement nationaux. En réalité, il demeure fidèle à lui-même. Et l'on sait de reste que si Lénine a dénoncé sa "faillite" en 1914 ce fut pour reproduire peu après les traits qui avaient conduit à cette banqueroute. Si donc l'expérience historique est susceptible de nous enseigner quelque chose, c'est de mettre en cause les formes mêmes de ce mouvement: forme-parti et forme-syndicat.

Il est vrai sans doute qu'une lutte de classes se déroule en certains points du tiers-monde, une lutte de classes opposant au vieux monde colonial des éléments de la paysannerie que dirigent des intellectuels. Comme toute lutte active, elle surgit naturellement en quelque sorte des structures en place; encore faut-il des hommes pour la vouloir et la mener, échappant à une passivité séculaire et que tout encouragement groupés dans une organisation armée et hiérarchisée. Et leur victoire n'est pas garantie d'avance alors que l'arriération de ces pays interdit d'espérer qu'une victoire de ce genre aboutisse à autre chose qu'à un système de "capitalisme d'Etat", aux formes spécifiques très diverses entre elles. Il y a là- et je ne suis pas seul de cet avis- un immense progrès, même la lettre d'inspiration bordiguiste sur le "nationalisme" publiée dans le dernier ICO, le reconnaît en clair: "l'autodétermination des peuples (une fois réalisée) permet d'interrompre les retards accumulés..." Sortir d'un état de misère et de stagnation absolues, cela s'appelle un progrès- on peut en contester l'ampleur, non la réalité, et, en même temps, la naissance d'un régime d'oppression plus perfectionné, plus efficace au point de vue du rendement, donc de l'exploitation des travailleurs. Selon qu'on place l'accent sur l'un ou l'autre de ces termes, on se croit obligé de prendre position "pour" ou "contre" et d'inviter les autres à en faire autant.

La nécessité de ces prises de position apparaît cependant rien moins qu'évidente. Elles permettent sans doute la polémique et le prophétisme. Et puis après? Non seulement elles n'ont aucune conséquence réelle, mais surtout elles témoignent d'un état d'esprit du genre militant responsable (autrement dit dirigeant) toujours prêt à croire qu'avec le "bon" mot d'ordre on va mettre les masses sur la "bonne" voie. Depuis le temps qu'il existe des petits groupes (et même de très grands!) les prises de position péremptoires n'ont certes pas manqué. Mais on arrive ainsi à des attitudes d'autant plus dogmatiques qu'elles n'ont point de portée pratique: "pour", on rêve de "porter des valises" en oubliant que les autorités de tout bord ne délivrent de plaques de porteur qu'à leurs conditions; "contre", on s'installe dans un refus qui paré tant qu'on voudra aux couleurs du "défaitisme révolutionnaire", ne fait que rationaliser une trop visible faiblesse.

Les uns espèrent d'un activisme sans activité qu'il entretienne leur vie en tant qu'organisation qui n'a pas de place ici et maintenant. Les autres laissent à l'avenir et aux ouvriers Blancs le soin d'aider les paysans du tiers-monde à maintenir ou améliorer par une lutte politique leur minimum vital. Je crois plus sage de reconnaître nos incapacités présentes et de nous décrasser de notions toutes faites dont nous ignorons si elles auront un sens dans des conditions permettant une action effective, bref, de revenir au principe d'une activité d'information et de critique sociales

Ces conclusions rejoignent celles des deux lettres publiées dernièrement (février 1967) dans ICO. Certains ont prétendu que leurs auteurs sont des sympathisants du F.N.L. qui s'ignorent et se préparent à monter dans les fourgons idéologiques de Mao; voilà un bel exemple d'esprit polémique et prophétique dont la stérilité est évidente.

GRANDE-BRETAGNE

Depuis unan, les travaillistes détiennent la majorité à la Chambre des Communes et leur chef Harold Wilson est le chef d'un gouvernement "socialiste".

En France, nous avons failli avoir une majorité "démocratique et socialiste" avec l'appui du parti communiste. Toute la propagande syndicale et politique présente cherche à canaliser les revendications et les luttes ouvrières vers l'action parlementaire d'une future majorité "socialiste", sortie d'une crise ou de nouvelles élections.

Nous disons ailleurs ce que nous en pensons. L'exemple anglais à travers des faits concrets récents, vaut les meilleures démonstrations:

" La centrale syndicale britannique (Trade Union Congress) a refusé mercredi de s'associer aux projets du gouvernement travailliste prévoyant une nouvelle période de contrôle des salaires s'étendant sur un après la période actuelle "d'extrême modération" qui doit prendre fin en juillet.

" L'année dernière au moment du "gel" des prix et des salaires annoncé la 20 juillet, le T.U.C. avait accepté à "contrecoeur" et non sans conflits internes les mesures d'austérité destinées à sauver la livre et qui comprenaient six mois de blocage total suivis de six mois de restrictions draconiennes des augmentations de salaires.

" Actuellement le gouvernement envisage à l'expiration des pouvoirs spéciaux accordés par le Parlement pour un an, de faire adopter l'été prochain de nouvelles dispositions qui auraient pour effet, en pratique, d'ajourner pendant un an les augmentations jugées particulièrement intempestives ou injustifiées.

" Le conseil du T.U.C. en refusant avec éclat de donner son appui à ce projet préconise en revanche une procédure interne d'arbitrage par laquelle il se prononcerait lui-même sur le bien fondé des revendications des syndicats membres.

" Le gouvernement pour sa part, estime que la direction du T.U.C. dont l'opinion ne pourrait être que consultative n'aura pas l'autorité voulue pour faire accepter ses avis par les organisations syndicales! (Le Monde- 24 février 67)

Le nombre de chômeurs s'est élevé ce mois-ci à 600.028...; les sous-employés représentent 2,6% de la main d'oeuvre effective. (Le Monde, 22 janvier 67).

Des milliers d'ouvriers de la British Motor Corporation (B.M.C.) principal constructeur automobile britannique sont condamnés à l'inactivité à la suite d'une grève de 50 ouvriers fabriquant des pièces destinées aux chaînes d'assemblage. (Le monde- 22 janvier 67).

Un syndicat se rebelle contre le Labour: le syndicat des ouvriers de la poterie a décidé de marquer son opposition à la politique économique du gouvernement en arrêtant, jusqu'à nouvel ordre, le paiement de sa contribution annuelle de 1000 livres (1400.000 F) au Fonds du parti travailliste. Cette mesure fait suite au rejet par les autorités d'une demande d'augmentation de salaires au bénéfice de quelque 1500 membres de ce syndicat. (Le Monde, 4/2/67).

Patronat et syndicats: se sont réunis à Londres pour la première fois hors de la présence du gouvernement et sont parvenus "à un point de vue commun" sur la nécessité d'augmenter les salaires lorsque le blocage gouvernemental aura pris fin en juillet. " Nous voulons avoir la possibilité d'agir sans avoir le sentiment d'être

constamment soumis aux commentaires, aux désaccords et aux corrections du gouvernement" a déclaré un représentant du patronat. (Le Monde- 31/I/67).

L'intéressement du personnel à la gestion des entreprises: une nouvelle expérience va être effectuée en Grande-Bretagne à l'occasion de la nationalisation de la sidérurgie. Le conseil d'administration de l'industrie de l'acier nationalisée comprendra deux anciens chefs syndicalistes en retraite. Le personnel serait directement représenté au sein des quatre conseils régionaux qui vont se partager la gestion des 14 aciéries de l'Etat. Ces délégués seront désignés pour trois ans par le T.U.C. (syndicat). Les syndicats étaient jusqu'à présent opposés à la co-gestion pour préserver leur liberté d'action. Leur attitude a évolué ces derniers temps.

A la suite de cet article figure deux extraits, l'un de Solidarity l'autre de Direct Action, concernant des grèves récentes.

La situation qu'affrontent les travailleurs anglais est exactement la même que celle qu'affrontent les travailleurs français. Blocage des salaires, "modernisation", concentration, etc.. tout cela pour rendre "l'industrie plus compétitive".

La seule différence est qu'ici les licenciements sont "gaullistes" et que là-bas ils sont "socialistes". Ils le deviendront peut-être ici, restant ce qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire capitalistes. Il ne manque rien aux travaillistes "socialistes" de ce qu'on reproche ici aux "gaullistes" à la solde du capital: pas même l'intégration des syndicats, pas même l'intéressement des travailleurs à l'entreprise.

Sociaux-démocrates, communistes, gaullistes, syndicalistes, etc... ont tous la même vocation pour adapter le capitalisme à son évolution vers le capitalisme d'Etat.

Ce qui est intéressant à observer en Angleterre ce sont les difficultés des syndicats dans cette situation. Leurs liens étroits avec le parti travailliste et leurs conceptions bureaucratiques leur font soutenir les mesures gouvernementales vers une société planifiée. Mais leur fonction réelle présente dans la production capitaliste, dont les structures sont encore celles du capitalisme libéral (de même que les structures syndicales anglaises) les force sur le terrain concret de collaborer avec le patronat dans un sens opposé à leur engagement politique. Enfin, ces deux attitudes opposées les met en opposition avec les travailleurs pour qui la lutte de classe continue tout simplement. Fait qui amène de petits syndicats à se rebeller contre la tutelle des grands ou du parti.

Une grève: Roberts Arundel (extrait de Solidarity).

La grève à l'usine de construction mécanique Roberts Arundel à Stockport près de Manchester qui en est maintenant à sa 16^e semaine a beaucoup plus d'importance qu'on pourrait le croire du fait qu'elle ne concerne que 145 ouvriers. La nature de classe de la police et des autres agents de l'état a rarement été si clairement mise en évidence.

L'usine fit partie de la Compagnie Arundel-Coulthard (une vieille firme fabriquant des machines pour le textile) jusqu'en 1965, quand elle fut prise en main par la compagnie américaine Roberts. Les nouveaux propriétaires commencèrent la rationalisation en introduisant une production plus moderne, en fermant d'autres usines appartenant au groupe et en concentrant la production dans l'usine de Stockport. Pendant la période où ces grands changements apparurent dans l'usine, les ouvriers firent les frais des modifications, et ces inconvénients furent aggravés plus tard par l'incapacité de la direction.

Mais la principale différence entre l'ancienne et la nouvelle direction reposait dans le fait que cette dernière refusait de reconnaître aux ouvriers tout droit d'être consulté sur ce qui se passait dans l'usine. Par exemple: la nouvelle direction décida d'installer des distributeurs automatiques de tasses de thé et d'abolir la pause café du matin. Les ouvriers refusèrent d'appliquer cette décision, mais pendant leurs vacances de l'an dernier, leurs bouilloires et leurs réchauds pour faire du thé furent cassés bien que certains appartenaient en propre aux ouvriers et non à la firme.

La direction imposa unilatéralement des changements dans les conditions de travail. Après s'être débarrassé de 51 ouvriers, les patrons annoncèrent qu'ils allaient employer des femmes pour faire le même travail. - à des salaires plus bas bien sûr. Les ouvriers n'avaient rien contre l'emploi des femmes. Mais ils n'étaient pas d'accord avec ce droit absolu que s'attribuait la direction pour prendre des décisions sans les consulter.

Le 28 novembre 1966 lorsque la direction employa des femmes pour faire le même travail que les hommes dont on s'était débarrassé, les ouvriers se mirent en grève.

Le 2 décembre, un vendredi, il y eut une réunion de la direction et des délégués syndicaux pour discuter de la reprise du travail. Mais le lundi suivant tous les membres du syndicat reçurent une lettre les engageant à chercher du travail ailleurs. Et c'était daté du 2 décembre. Tandis que la direction prétendait négocier elle s'appropriait à écraser l'organisation syndicale.

Le 6 décembre un avis apparut dans la presse locale demandant des gens qui aimeraient travailler dans une "atmosphère libre" plutôt que dans l'atmosphère bureaucratique et restreinte d'une cellule syndicale. Ils réussirent à recruter un certain nombre de jaunes. Le syndicat déclara la grève officielle, et des produits de la Compagnie furent "boycottés".

La plupart des militants de la région firent peu attention à cette grève au début. Que le fait qu'elle fut officielle était surprenant. Mais le fardeau principal de la lutte retomba sur les grévistes. A l'exception de John Tochan, le secrétaire régional des A. E. U., les bonzes syndicaux ne firent guère plus que d'autoriser les subventions aux grévistes.

Les grévistes furent gênés par les intimidations de la police dans leurs efforts pour former des piquets de grève et pour empêcher l'acheminement des produits boycottés. Lorsque les piquets quivaient les camions qui quittaient l'usine, à l'aide de leurs propres voitures, les camions s'arrêtèrent aux postes de police; la police dit alors aux hommes des piquets qu'ils usaient de moyens d'intimidation illégaux sur les jaunes. D'autres piquets qui suivaient un des camions des jaunes furent forcés de s'écarter de la route par une voiture d'escorte. Ceci contraste avec l'attitude de la police et du ministère du travail envers les techniciens américains qui travaillaient à l'usine sans permis de travail pour former les jaunes. Finalement, la police informa la firme que c'était illégal.... Mais seulement quand les techniciens furent sur le point de partir.

Les ouvriers ont toujours maintenu un piquet de grève pendant toute la grève. Celui a été renforcé par des piquets de masse occasionnels de sympathisants appelés sans prévenir pour ne pas alerter la police. Le matin du 21 février, la police fit plusieurs arrestations pendant un piquet de masse. L'après midi, les ouvriers d'une usine voisine cessèrent le travail et vinrent manifester devant Roberts-Arundel. Pendant cette manifestation, des fenêtres furent brisées, il y eut des heurts avec la police. Le chef constable, réactionnaire notoire, se fit casser le bras en essayant d'entrer dans l'usine.

Il y eut une réaction considérable lorsqu'on apprit que la police était utilisée comme briseur de grève. Les propriétaires des maisons voisines furent très solidaires: une vieille femme passait aux manifestants des morceaux de brique de son jardin pour servir de projectiles.

l'un des organisateurs de dire aux hommes de se retirer ,sous la menace d'une charge à coups de matraques .La moitié des hommes s'en allèrent . La police se fit alors plus agressive et fit quelques arrestations . Le déroulement ne surprendra pas celui qui a déjà assisté à des manifestations politiques .

A la suite de ce mouvement ,la police interdit les rassemblements et les marches dans le voisinage de l'usine . Ils autorisèrent seulement un piquet de 12 personnes et menacèrent même ceux qui essayaient de parler aux jaunes . Tout ce qu'on permit aux piquets de grève fut de stationner bien gentiment de l'autre côté de la route .Le fait que les travailleurs acceptèrent ce genre de chose fut une profonde erreur. Les jaunes entrent à présent encore plus librement dans l'usine .

Cette grève a montré à la fois la force et la faiblesse du mouvement ouvrier dans cette région ... Car l'usine tourne toujours . La firme a réussi à recruter environ 120 jaunes . Ils peuvent obtenir de l'aide d'un certain nombre de petites firmes . Un boycottage à 100 % des produits de la firme les forcerait à céder ;mais comme la plupart des marchés des machines outils sont à l'étranger ,c'est extrêmement difficile. On a essayé de se servir des organisations syndicales internationales ,mais toute leur machinerie est tournée vers des élucubrations périodiques et non pas vers l'aide des ouvriers en lutte . Ceci souligne le besoin urgent de liens internationaux au niveau de la base...

Certes ,la grève ne peut pas être gagnée par les travailleurs seuls . La société a ses finances riches ce qui lui permet d'attendre que les ouvriers soient forcés d'abandonner le piquet de grève .Soulagement une action solidaire de masse par le mouvement ouvrier tout entier pourrait amener la victoire .Mais les shop stewards qui sont les seuls à pouvoir agir en ce sens ont toujours tendance à laisser toute l'initiative aux chefs syndicaux . Un comité d'action directe a été formé ,mais seulement après neuf semaines de grève . S'il suit les méthodes légales des leaders ,la grève va droit à l'échec .

Ce comité a décidé d'appeler à de courts débrayages de solidarité dans différentes usines de la région .Ceux ci s'étendirent jusqu'à un débrayage général d'une demi journée et à une démonstration de masse devant l'usine Roberts Brundel .Malheureusement,le plan d'action fut abandonné quand les dirigeants syndicaux proclamèrent que cela pénaliseraient encore les firmes qui coopéraient en boycottant les fournitures pour Brundel .

Puis la firme annonça qu'elle allait fermer l'usine et licencier les 100 jaunes .Les 30 premiers licenciés le furent le 6 avril et ils quittèrent l'usine sous les quolibets des piquets à la porte . Il n'y a plus maintenant que 100 ouvriers dans l'usine dont 70 à la production .La fermeture annoncée est longue à venir ;de plus la société a commandé du matériel neuf et a formé une société bidon pour tenter de se procurer des matières premières .

La grève continue après 23 semaines .Les tentatives pour élargir le soutien par des comités de solidarité ont échoué . Pourtant la région de Manchester est réputée pour être à gauche . Il paraît clair que si la direction a décidé d'aller jusqu'au bout ,rien ,sauf un large soutien non syndical ,ne pourra empêcher les ouvriers de capituler .

UN LOCK-OUT DANS LES CHANTIERS NAVALS (extrait de Direct Action)

On notera la similitude de ce mouvement avec ceux des chantiers navals français et notamment de St Nazaire (voir I C O n° 60 -mai 67);on notera aussi les différences dans les formes de luttes.

Le lock-out de 1.800 dessinateurs par les employeurs des constructions navales est seulement un avant gout des choses à venir .Les dessinateurs ont à faire face à un front uni des employeurs et du gouvernement dans la première bataille d'importance dans l'industrie ,bataille qui décidera du futur de la politique gouvernementale des salaires .Si les dessinateurs gagnent cette bataille ,le blocage des salaires est bien près d'être fini .Les patrons reconnaissent le fait et aussi le gouvernement .Cela explique qu'il n'y ait aucune tentative du ministre du travail pour intervenir dans le conflit .

Le conflit a surgi à la suite du refus des chantiers navals de "Swan Hunter" (près de Newcastle) de discuter des salaires avant juillet 1967 pour 1600 dessinateurs qui sont les moins payés sur les II échelons de salaire de ces techniciens. Cette revendication était entièrement distincte d'une autre revendication nationale rejetée récemment par les employés des chantiers navals. Un préavis de grève fut donné, mais Swan Hunter s'effaça devant la Fédération patronale des chantiers navals qui décida le lock out des dessinateurs de tous les chantiers. Les employeurs des chantiers navals regurent l'appui de la Fédération patronale de la métallurgie qui donna instruction à ses membres de n'employer aucun des dessinateurs lock outés. Qu'y eut il de l'autre côté de la médaille: la solidarité de l'Union des syndicats des chantiers et de la métallurgie? Le seul "soutien" de ce côté vint du secrétaire général de cette confédération qui déclara que c'était malheureux que les employeurs aient dû précipiter une rupture des pourparlers juste à ce moment.

Ce n'est pas seulement là que les membres du D. I. T. A. (syndicat des dessinateurs sont en conflit contre le front uni-patronat et gouvernement... Pendant une longue période, les patrons ont fait les frais du militantisme victorieux des dessinateurs pour résister. Cette occasion leur est offerte par le gouvernement travailliste avec Harold Wilson... La presse naturellement suggère aux dirigeants d'accroître leur pression maintenant que D.I.A. est maintenant isolé des autres syndicats. C'est la force ou la faiblesse d'une telle situation apparente qui sera prouvée au cours des prochaines semaines... D.I.A. s'oppose à la politique des salaires sur les lieux mêmes de la production.....

SUITE DE LA PAGE III

vers une société mondiale (qui resterait une société d'exploitation de mode capitaliste et qui ne serait qu'un épisode et non un but) rien ne permet d'affirmer que son accrochement ne se fera pas à travers d'autres guerres plus ou moins généralisées; Le fait qu'une société porte en elle les germes de sa transformation et même des éléments pré-cis de ses nouvelles structures ne l'a pas souvent préservée d'une révolution ou d'une guerre. C'est par un effort d'analyse des structures modernes des sociétés capitalistes et de leurs incidences sur le plan intérieur des états - principalement des deux grands- et partant sur le plan mondial que nous pourrions tenter d'approcher d'une explication plus valable de notre monde. C'est en fin de compte ce même effort d'analyse qui doit nous aider à comprendre comment et sur quel terrain se déroule la lutte de classe dans notre société.

oooooooooooo

SUPPLÉMENT au numéro 60 - mai 67

A PROPOS DE WILHELM REICH

Les conséquences économiques de la cybernétisation

envoi contre 4 timbres ou 1,20 au CC 201/7-54 Paris I 00

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.